



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL LA GRANDE METAIRIE**

LD LA GRANDE METAIRIE  
79390 Lhoumois

Références : 2026 01303  
Code AIOT : 0003105705

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement EARL LA GRANDE METAIRIE implanté LD LA GRANDE METAIRIE 79390 Lhoumois. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LA GRANDE METAIRIE
- LD LA GRANDE METAIRIE 79390 Lhoumois
- Code AIOT : 0003105705
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'élevage porcin connu au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) sous le régime de l'enregistrement (arrêté préfectoral n° E185 du 14 janvier 2021).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Propreté	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	installations et abords	27/12/2013, article 6	l'exploitant, Demande d'action corrective	
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.	Demande d'action corrective	3 mois
14	Installations électriques et plan	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
17	Canalisations de transport des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
18	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet
3	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
4	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
5	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
6	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
7	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
8	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
9	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
11	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
15	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
16	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives doivent être mises en œuvre afin d'assurer la conformité à votre arrêté préfectoral, notamment concernant la collecte et le stockage des eaux pluviales potentiellement

souillées. Elles sont également nécessaires pour maintenir la propreté de l'installation et garantir la prévention du risque d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b>  Utilisation de l'eau du réseau et de l'eau d'un puits qui n'est pas situé sur le site et dont l'exploitant n'est pas le propriétaire (le propriétaire est un membre de la famille de l'exploitant). L'exploitant s'approvisionne en eau de ce puits par pompage dans une citerne de 20 m <sup>3</sup> et utilise l'eau uniquement pour le lavage. Ce puits situé sur un autre site en dehors de l'ICPE, il n'a pas fait l'objet du contrôle. Est présent sur le site, un autre puits que l'exploitant n'utilise pas (puits qui a fait l'objet du contrôle), qui a été déclaré dans le dossier de demande d'enregistrement présentée le 24 avril 2020.  Présence d'un compteur d'eau pour l'approvisionnement issu du réseau. Présence d'un disconnecteur. Absence d'enregistrement mensuel de la consommation d'eau issue du réseau et de l'eau issue du puits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Enregistrer la consommation mensuelle d'eau issue du réseau et du puits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

<b>Constats :</b>
Pas de forage. Présence d'un puits inutilisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il convient d'exercer une surveillance régulière du puits afin de protéger la ressource de toute pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b>
Prélèvement déterminé dans le dossier de l'exploitant : puits consommation annuelle de 20 m <sup>3</sup> et réseau d'eau 3369 m <sup>3</sup> déterminé dans l'arrêté préfectoral n° E185 du 14/01/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prévention pollution eau
<b>Prescription contrôlée :</b>
En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
<b>Constats :</b>
Présence d'un dispositif de disconnexion (eau du réseau).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>
il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de

la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.
<b>Constats :</b>  Présence d'une margelle haute de plus de 30 cm au niveau du puits inutilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.
<b>Constats :</b>  Non contrôlé, l'ouvrage est protégé par un capot qui n'a pas été ouvert.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
<b>Constats :</b>  Présence d'un capot de fermeture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Ouvrages Eau Agri Agro

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ;

<b>Constats :</b>
Volume prélevé estimé inférieur à 7000 m <sup>3</sup> , déclaration non nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Accès véhicules à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Présence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Présence de véhicules au moment du contrôle mais non gênants pour l'accessibilité à l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Propreté installations et abords**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Présence de matériel inutilisé (ferraille, morceaux de barrière, tuyau en pvc etc...) et des plastiques aux abords du bâtiment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Assurer une propreté de l'installation en retirant les déchets et le matériel inutilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b>  Pas de stockage de gaz, pas de stockage de liquide inflammable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.
<b>Constats :</b>  Présence d'une fosse à lisier en géomembrane découverte entourée d'une clôture de sécurité d'environ 1,20 mètres. Présence d'une échelle de secours. Absence de signalétique du danger.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Ajouter une signalétique du danger et transmettre une photo.  <i>« Il est recommandé l'installation d'une clôture d'une hauteur minimum de 2 mètres de telle sorte d'éliminer la possibilité de franchissement de la fosse ».</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.



La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

#### **Constats :**

La réserve incendie est un point d'eau naturel situé à moins de 200 mètres tel que mentionné dans l'arrêté préfectoral. Selon les dires de l'exploitant, une plate-forme d'aspiration est en place.

Présence d'extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre vérifiés en avril 2025 (la prochaine vérification est prévue en avril 2026).

Absence de la signalisation de la coupure électrique. L'exploitant a transmis une photographie le 17/03/2026 montrant la signalétique mise en œuvre.

Présence de l'affichage de numéros d'appel d'urgence et des consignes à prendre en cas de sinistre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 14 : Installations électriques et plan**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques (...) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées,(...).

#### **Constats :**

Absence de l'attestation de vérification électrique (présence d'un stagiaire).

Absence de la fiche de données de sécurité du produit utilisé. L'exploitant a transmis par courriel le 17/03/2026 la fiche de données de sécurité du désinfectant utilisé.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Transmettre l'attestation de vérification des installations électriques lorsque le contrôle aura été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 15 : Stockage et rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Pas de stockage de liquide inflammable. Stockage d'un bidon de produit désinfectant sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage déchets et sous-produits animaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les

volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.(...)
<b>Constats :</b>  Présence d'une cloche sur un emplacement accessible et réservée à cet usage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Canalisations de transport des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Canalisations effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) III. Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état. (...)
<b>Constats :</b>  Présence d'un caniveau de récupération des jus issus du bâtiment d'élevage obstrué. Pas d'écoulement de jus constaté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Assurer un entretien régulier du caniveau de manière à assurer son bon état de fonctionnement afin d'éviter que les jus s'écoulent en dehors de la fumière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 18 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est (...) réalisée (...) conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement
<b>Constats :</b>  <u>Gestion des effluents :</u> Présence d'un bâtiment d'élevage de porcs disposant d'une aire de couchage paillée, de courettes non intégralement couvertes. Les effluents générés par l'activité sont des effluents solides et liquides. Présence d'une fosse à lisier et d'une fumière.

Il a été constaté que les courettes extérieures non intégralement couvertes ne sont pas équipées de systèmes de collecte des jus dirigés vers la fosse à lisier alors que dans le dossier de demande d'enregistrement d'avril 2020 il est indiqué en page 20 que " Les surfaces d'élevage des porcins ne sont pas intégralement couvertes pour respecter le cahier des charges de l'agriculture biologique. Il y a donc des courettes extérieures susceptibles d'être à l'origine d'eaux de pluie souillées par les déjections au sol, celles-ci seront dirigées et collectées vers une fosse géomembrane existante".

Gestion de l'approvisionnement en eau :

Utilisation de l'eau d'un puits qui n'est pas situé sur le site et dont l'exploitant n'est pas le propriétaire. Cet approvisionnement n'est pas prévu dans l'arrêté préfectoral n° E185 du 14 janvier 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Assurer une collecte et un stockage des eaux de pluie potentiellement souillées issues des courettes découvertes qui ne sont pas équipées telle que vous vous y êtes engagé dans votre dossier de demande d'enregistrement d'avril 2020, de manière à ce qu'aucun écoulement n'aille dans le milieu naturel afin d'éviter tout risque de pollution.

Transmettre un porter à connaissance pour régulariser l'approvisionnement en dehors de votre site, en eau du puits utilisé pour le lavage en indiquant le nom et les coordonnées du propriétaire de ce puits, la localisation du puits, le volume annuel prélevé ainsi que son usage ; ainsi que pour informer du devenir du puits qui est sur votre site et qui n'est plus utilisé dans le cadre de votre activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois